

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Septembre-Octobre 2007 : n° 49

Editorial

La République continue

Il n'est pas trop tard pour dresser un rapide bilan institutionnel du grand débat national qui s'est déroulé dans notre pays depuis les élections présidentielles jusqu'aux législatives de mai-juin derniers.

Nous avons déjà noté que, par le caractère massif de leur participation, les électeurs avaient manifesté, avec plus de force que jamais, leur approbation de l'élection du président de la République au suffrage universel. Du coup, ils ont balayé les projets, au demeurant confus et parfois contradictoires, d'une «VIe République» qu'au moins deux candidats, Mme Royal et M. Bayrou, avaient pourtant clairement soutenus. Nous nous sommes félicités de cet échec. Et nous continuons à le faire, parce que ces propositions risquaient de déboucher soit sur une aventure dangereuse pour la nation, soit sur un très vraisemblable retour au régime antique des partis. En tout cas, il nous semble en soi positif que les Français n'aient pas cédé à la tentation d'une fausse réforme qui n'aurait engendré, comme souvent dans le passé, qu'incohérence et impuissance.

Peut-on, pour autant, considérer qu'il suffit, pour gouverner la France d'aujourd'hui et de demain, de revenir à la pratique actuelle des institutions, en se bornant à prendre acte du changement des hommes

et de l'inflexion des politiques ? Assurément pas, car la donne a été profondément modifiée, sous les présidences de M. Chirac, à la fois par l'établissement du quinquennat et par la surdité d'un pouvoir qui, en 1997 et 2005, à l'occasion des élections législatives anticipées comme du référendum européen, a refusé de prendre en compte le verdict du suffrage universel. Ce qui l'a conduit à mettre gravement en cause le principe fondamental du régime gaullien, celui de la légitimité populaire du pouvoir, c'est-à-dire celui de la démocratie.

Il nous paraît donc opportun que M. Sarkozy ait confié à une commission d'experts le soin de réfléchir sur une éventuelle réforme institutionnelle avant de prendre, lui-même, ses responsabilités dans ce domaine majeur, puisqu'il commande tous les autres.

Un certain nombre de chantiers, d'importance diverse, ont ainsi été ouverts, sur lesquels nous nous prononcerons, prochainement, dans l'esprit d'indépendance et de liberté qui a toujours été le nôtre. Et en veillant à ce qui nous semble toujours l'essentiel : c'est que la Ve République poursuive sa marche, peut-être sous une forme nouvelle, dans l'esprit de celui qui l'a fondée.

La République continue.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“

En vérité, la Résistance française, c'était la Défense Nationale !

Général de Gaulle, discours de Bruneval, le 30 mars 1947.

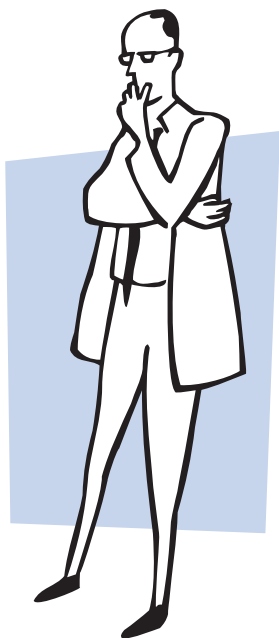
”

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

E En juillet 1930, le commandant Charles de Gaulle, en poste au Liban, alors sous mandat français, prononça le discours d'usage à la distribution des prix de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth.

Ce texte témoigne de la vive sympathie qu'il avait tout de suite éprouvée à l'égard de ce pays et qui, à travers bien des bouleversements, ne se démentira jamais. Ces quelques paroles démontrent aussi avec quelle force et quelle sincérité, de Gaulle – que l'on accusera souvent de colonialisme rémanent – faisait confiance aux jeunes élites libanaises pour construire, dans l'avenir, un Etat, une nation, une patrie.



«Oui, le dévouement au bien commun, voilà ce qui est nécessaire, puisque le moment est venu de rebâtir. Et justement, pour vous, jeunesse libanaise, ce grand devoir prend un sens immédiat et impérieux, car c'est une patrie que vous avez à faire. Sur ce sol merveilleux et pétri d'histoire, appuyés au rempart de vos montagnes, liés par la mer aux activités de l'Occident, aidés par la sagesse et par la force de la France, il vous appartient

de construire un Etat. Non point seulement d'en partager les fonctions, d'en exercer les attributs, mais bien de lui donner cette vie propre, cette force intérieure, sans lesquelles il n'y a que des institutions vides. Il vous faudra créer et nourrir un esprit public, c'est-à-dire la subordination volontaire de chacun à l'intérêt général, condition sine qua non de l'autorité des gouvernants, de la vraie justice dans les prétoires, de l'ordre dans les rues, de la conscience des fonctionnaires. Point d'Etat sans sacrifices : d'ailleurs, c'est bien de sacrifices qu'est sorti celui du Liban. Le Beyrouth nouveau le sait qui a consacré ses deux premiers monuments à la mémoire de vos martyrs et à la gloire des soldats français.

C'est pourquoi, Messieurs, en nous tournant vers les maîtres éminents de votre Université, nous ne nous bornerons pas à leur exprimer notre admiration quant au passé et quant au présent, mais nous y joindrons notre témoignage de confiance pour l'avenir. C'est dans les années qui viennent que leur œuvre sera surtout féconde. Féconde, sans doute, dans l'ordre de l'intelligence par la valeur d'un enseignement complet, élevé, approfondi ; féconde aussi par la qualité de ceux qui le reçoivent comme de ceux qui l'ont reçu ; féconde enfin et surtout par la haute leçon de dévouement que donnent chaque jour dans cette maison le précepte et l'exemple.

Oui, la jeunesse libanaise, qui demain sortira d'ici, sera bien préparée à sa tâche nationale. Marchant dans les traces de ses aînés, parmi lesquels nous saluerons avant tout le Président de la République Libanaise, résolue à la discipline et au désintéressement, liée à la France par toutes les voies de l'esprit et du cœur, cette élite sera le ferment d'un peuple chargé, dorénavant, des lourds devoirs de la liberté».

ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire : **Roland Hureaux** : **L'actualité du gaullisme** - François-Xavier de Guibert, 2007

L'ouvrage de Roland Hureaux, qu'a préfacé Jean Charbonnel, rassemble plusieurs études qui, à partir de différents points de vue, convergent vers un objectif commun : rappeler l'actualité du gaullisme à un moment où il fait l'objet, plus que jamais, d'approximations confuses et de récupérations partisanses. Grâce à des analyses solides et soigneusement étayées, M. Hureaux nous semble y être parvenu, en particulier sur deux plans.

D'abord, en s'efforçant de situer exactement le gaullisme, dont il indique avec force qu'il s'agit d'une démarche spécifique, transcendant les catégories traditionnelles de la droite et de la gauche. Il démontre ainsi que le message du Général n'est pas, comme on le rappelle trop souvent, un pragmatisme qui ne serait qu'opportunisme, alors qu'il s'est ordonné autour de principes précis et fermes, ni une idéologie qui imposerait arbitrairement son empire. A cet égard, les réflexions de l'auteur sont tout à fait percutantes lorsqu'il souligne le mérite du général de Gaulle de ne pas avoir succombé à cette tentation «en plein âge idéologique», à l'époque du fascisme, du nazisme, du stalinisme, voire du dogme de la supranationalité. Mais, alors, que fut réellement le gaullisme gaullien ?

A l'issue d'une enquête historique serrée, Roland Hureaux en trouve une des sources principales dans la ligne du libéralisme d'inspiration catholique de Chateaubriand : ce qui nous

vaut une ample comparaison entre l'écrivain et le Général, sans chercher à dissimuler tout ce qui a distingué leurs comportements, leurs expériences, leurs œuvres.

Un autre intérêt de ce livre est d'avoir évité l'admiration béate envers l'homme qui a dominé la politique française pendant trente ans. M. Hureaux considère au contraire – avec raison – que la meilleure façon de rendre hommage aux grands «leaders» est d'envisager avec franchise leur action et leur enseignement. C'est ce qui l'amène à s'interroger sur quelques aspects contestés de la politique du Général, des conditions de son retour au pouvoir en 1958 à la fin de la guerre d'Algérie. Chaque fois, l'auteur s'est employé à replacer dans leur contexte, pour les expliquer, les événements de l'époque, sans se donner le confort de l'hagiographie. Mais n'était-ce pas le meilleur moyen d'être fidèle à un personnage majeur de notre Histoire, qui n'a pourtant jamais prétendu à l'infaillibilité ?

Dans bien d'autres domaines, l'ouvrage de Roland Hureaux apporte de précieux éclairages. Il montre bien, au total, la grandeur de l'héritage que de Gaulle nous a laissé, en s'attachant toujours à "parler vrai", en préférant toujours les exigences de la nature et du réel aux évidences apparentes d'une fausse modernité. C'est bien pourquoi, la mémoire de son action et l'empreinte de sa pensée demeurent aujourd'hui aussi vivantes et aussi fécondes ■

CHRONIQUE

Chronique

En attendant l'Europe

L'accord intervenu en juin à Bruxelles entre les 27 chefs d'Etat et de gouvernement pour relancer la construction européenne appelle

plusieurs remarques, qui devront être approfondies et éventuellement modifiées en fonction de sa mise en œuvre.

La première constatation que l'on peut faire est qu'il s'est agi d'une vraie victoire pour M. Sarkozy, même si quelques esprits chagrins ont tenté de le contester. La notion d'un "traité simplifié" qu'il avait lancée avait pourtant suscité en France – parmi les gaullistes en particulier – de sérieuses réserves. On pouvait se le demander : quelle serait la substance exacte de ce texte ? Était-il convenable de renoncer à un référendum, alors que le peuple tout entier s'était exprimé le 29 mai 2005 ? Le projet avait d'ailleurs été reçu avec aussi peu d'enthousiasme à l'étranger, où on l'avait volontiers qualifié de peau de chagrin arbitrairement rétrécie... C'est pourtant cette formule qui l'a emporté pour le moment, ce qui représente un incontestable succès pour la France, à nouveau placée en tête d'une entreprise à laquelle elle a déjà tant donné. Au reste, les européistes les plus acharnés ont dû en convenir, sans joie.

Il faut également noter que si le rôle de Mme Merkel dans cette dure confrontation a été assurément important, il n'a pas fait oublier non seulement celui de la France, mais aussi celui de la Grande-Bretagne, toujours championne des dérogations et des exceptions, ni celui de la Pologne. A propos de ce pays, nous ne croyons pas que le comportement des dirigeants polonais ait uniquement relevé de l'opiniâtreté manœuvrière de jumeaux incommodes : nous pensons qu'il fut aussi l'expression de la souffrance encore présente dans l'âme d'un peuple si gravement martyrisé au cours de l'Histoire.

Quant au bilan proprement dit du compromis obtenu à l'arraché, il ne saurait évidemment nous satisfaire pleinement, ne serait-ce qu'en raison des ambiguïtés qu'il présente, qui devraient être levées, nous l'espérons, par la Convention intergouvernementale à venir. Cependant, il nous paraît déjà positif, dans la mesure où les Européens ont progressé, fût-ce à terme, sur le terrain des votes à la majorité qualifiée, sans laquelle l'Union serait, tôt ou tard, vouée à la paralysie puisqu'elle se

réduirait à une simple zone de libre-échange, à l'anglaise. Et il nous semble aussi fort utile que l'objectif de la concurrence ait été mis à sa juste place, comme un moyen et non comme un dogme, en dépit de la mauvaise humeur des doctrinaires du libéralisme absolu.

Faut-il le préciser ? Nous ne regrettons pas l'abandon de symboles, tels que l'hymne ou le drapeau, qui n'étaient que des jalons sournois sur la route d'un fédéralisme rampant. Mais nous restons vigilants sur le contenu précis de la mission qui sera dévolue au «haut représentant» d'une politique extérieure, encore introuvable, des Etats de l'Europe. En tout cas, nous n'accepterons jamais que la France perde le droit de parler de sa propre voix dans le concert du monde : le dynamisme retrouvé de notre diplomatie ne peut que nous encourager dans ce refus.

Le pire a été évité en 2005. Le coup d'arrêt qu'avec quelques autres, nous avons donné à une entreprise hasardeuse, grâce à notre «non» à la «Constitution» de M. Giscard d'Estaing, n'y a pas été pour rien. Mais rien n'est définitivement gagné.

Poursuivons donc notre combat, celui de l'indépendance et de la dignité de la nation, non pour détruire l'Union européenne, mais pour la rendre acceptable par les peuples. Notre pays le mérite. Nos enfants nous en remercieront ■



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

DIALOGUES

Dialogues

1 *Peut-on continuer à dire que «Vichy, c'était aussi la France» ?*

La Lettre d'Argos : Non, bien sûr, sinon par désir politique de polémiques oiseuses, tels que certains médias en gardent le goût pervers.

Les choses sont pourtant claires. Le pouvoir de Vichy n'a jamais «été la France», même s'il a bénéficié, au lendemain de la défaite de 1940, d'une apparente légitimité de fait, de la part d'une opinion gravement traumatisée : les analyses approfondies pratiquées dès la fin de cette année par les juristes de la France libre montrèrent même que «l'Etat français» n'était pas davantage légal, puisque les assemblées réunies le 10 juillet ne disposaient pas du pouvoir constituant nécessaire pour créer les institutions nouvelles dont avait besoin la nation.

Ces vérités n'ont cessé d'être répétées par les hommes de la France combattante jusqu'en 1944, lorsque la légalité républicaine fut officiellement rétablie. Dès lors, il est évident que les actes, souvent haïssables, accomplis pendant ces années noires par les agents – hélas nombreux ! – qui ont obéi à l'Etat du maréchal Pétain, notamment vis-à-vis de nos compatriotes juifs, ne pouvaient engager la France ni la très grande majorité des Français, résistants ou non. Le prétendre encore aujourd'hui est contraire à la pure et simple vérité et, évidemment, à l'image valorisante du gaullisme de guerre que les masochistes de la classe politique cherchent obstinément à écorner.

Non, un Etat de fait, provoqué puis entretenu par nos malheurs, ne fut pas la France. Dans son discours, si vanté, du 16 juillet 1995, M. Chirac, alors président de la République, l'a reconnu, bien qu'il ait d'abord exprimé sa pensée avec une certaine confusion. Pour notre part, soyons et restons parfaitement clairs sur ce sujet qui engage l'honneur de la France !

2 *Où va le parti socialiste ?*

La Lettre d'Argos : Le sait-il lui-même ?

On ne peut qu'être navré de voir ce grand parti, indispensable à l'équilibre de la démocratie dans notre pays, se débattre, comme il le fait depuis les élections présidentielles, de querelles internes en opérations personnelles, de contradictions en désordres. Au point de se retrouver, aujourd'hui, littéralement balkanisé.

A cet égard, les épisodes divers qu'il a connus, depuis la "rentrée" manquée de Mme Royal jusqu'à l'université éclatée de La Rochelle, en passant par les rodomontades de M. Montebourg ont laissé l'opinion publique perplexe d'abord, puis sceptique sur les chances d'un véritable renouveau de ce parti. C'est aux socialistes eux-mêmes qu'il appartient maintenant de réagir en présentant aux Français un modèle clair et des propositions précises pour assurer l'avenir de la nation.

Sinon, le P.S. risquerait de voir encore quelques-unes de ses meilleures têtes attirées par les offres de M. Sarkozy, tandis que les autres reprendraient, avec ou sans M. Hollande, le chemin sans issue de la défunte S.F.I.O ou la voie dangereuse de la Fête de *l'Humanité*, entre Mme Buffet et M. Besancenot.

A moins que les militants ne se lancent, comme ils l'ont amorcé à La Rochelle, dans un travail sérieux et constructif, en rendant vaines les querelles des chefs et des sous-chefs.

3 *Pouvez-vous préciser maintenant, après quelques mois, votre opinion sur la politique étrangère du gouvernement ?*

La Lettre d'Argos : C'est encore difficile, en raison de la rapidité de l'évolution du monde et de la diversité des problèmes, souvent graves, qui se posent.

Nous nous permettrons toutefois deux réflexions.

La première sera pour nous réjouir que notre diplomatie soit à nouveau active. Même si elle n'obtient pas toujours des résultats immédiats, elle apporte ainsi dans nombre de domaines un témoignage significatif de la présence française. Ce qui

est le cas, notamment, pour le Liban, le Soudan, la Palestine : à cet égard, la France nous paraît avoir le droit d'exprimer elle-même son point de vue plutôt que de laisser étouffer sa voix dans un «quartette» où elle n'apparaît plus en tant que telle. La route de l'effacement, sous le prétexte d'une solidarité mal comprise, ne conduirait-elle pas au renoncement ?

Il est vrai, cependant, qu'à partir du moment où la France cherche à nouveau à s'affirmer, elle court à nouveau le risque d'être prise à partie, parfois ouvertement, parfois hypocritement. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec plusieurs de nos partenaires européens qui dissimulent mal, derrière des leçons de bonne gouvernance économique et financière, leur dépit d'avoir vu notre pays contribuer de façon décisive à la relance de la construction de la C.E.E comme à la solution de la pénible affaire des infirmières bulgares... Peut-être l'Allemagne s'est-elle montrée trop pressée d'affirmer son leadership sur le vieux continent !

Faudrait-il alors, pour éviter ces tensions, revenir aux médiocres prudences du pouvoir précédent ? Nous ne le croyons pas, mais nous souhaitons fermement que la politique de la France soit pratiquée, dans les années à venir, avec la clarté qui s'impose. Ainsi pour ses rapports avec les Etats-Unis, avec l'O.T.A.N, mais aussi avec la Russie, les pays du Maghreb, l'Afrique noire, les puissances "émergentes". Nous pourrions alors, les uns et les autres, contribuer à relever les terribles défis que représentent pour tous le terrorisme, les menaces de guerre, les grandes endémies, la marée apparemment sans limite de la pauvreté.

4 *Allez-vous tirer des conséquences, pour A.R.G.O.S, du nouvel équilibre politique de la nation ?*

La Lettre d'Argos : Bien entendu. Nous les proposerons à nos amis dans les prochaines semaines. Il va sans dire que notre projet demeurera le même, au service du gaullisme social ■

IN MEMORIAM

In memoriam

Raymond Barre, dont la mort a été annoncée à la fin du mois d'août, a été un bon serviteur de la nation et de l'Etat.

Nous avons apprécié en lui sa compétence d'économiste, son indépendance d'esprit, son honnêteté intellectuelle et morale, son refus de toute démagogie, son patriotisme.

Nous avons apprécié en lui l'idée exigeante qu'il se faisait de l'héritage gaulliste, en particulier lorsqu'il rejeta fermement la pratique d'une cohabitation qui, en divisant le pouvoir exécutif, allait enfermer le pays, pendant plus de vingt ans, dans les contradictions, la confusion, l'immobilisme. Aussi beaucoup d'entre nous préférèrent-ils, lors des présidentielles de 1988, sa candidature à celle de M. Chirac.

C'est pourquoi, même si nous ne l'avons pas toujours suivi dans toutes ses actions de

politique économique et sociale ni dans toutes ses positions sur la construction européenne, nous l'avons fidèlement soutenu. Pour sa part, il nous a fréquemment apporté son appui, notamment en participant à plusieurs réunions que nous avons organisées sur la politique étrangère de la France, sur la défense nationale, sur les institutions : ainsi, il avait présidé, en 1992, avec Michel Rocard, le colloque que nous avons tenu au Sénat sur la durée du mandat présidentiel.

Nous avons vivement regretté qu'il n'ait pu accéder à la présidence de la République. Nous pensons que s'il y était parvenu, le sort de la France aurait été meilleur qu'il ne le fut.

Nous n'oublierons pas Raymond Barre ■

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Septembre-Octobre 2007, n° 6759